

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 26 janvier 2022****Objet n° 22 de l'ordre du jour**

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksall, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Yuri DEBELDER, Mme Maité Bodart, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mmes Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, MM. Abdelhakim El Karaoui, Mohamed Echouel, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les débits de boissons autorisés à rester ouverts au-delà des heures fixées par le règlement de police - Exercices 2022 à 2024 – Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 4 et 14 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le règlement de police du 28 janvier 2015 relatif aux heures de fermeture des débits de boissons ;

Revu sa délibération du 16 décembre 2020 votant le règlement taxe sur les débits de boissons autorisés à rester ouverts au-delà des heures fixées par le règlement de police pour les exercices 2021 à 2024 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel impose aux Communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant qu'au-delà du principe budgétaire ci-dessus énoncé, le taux de la taxe annuelle se justifie d'une part par les coûts liés aux mesures de surveillance particulière et de contrôle spécifiques exercées par les services de police qu'engendre cette activité, et d'autre part par ceux liés au surcroît d'interventions de la part des services communaux en matière de propreté et de sécurité publiques ;

Considérant que la commune doit toutefois faire face aux problèmes de maintien de l'ordre public (sécurité – salubrité – tranquillité) qui sont parfois créés aux abords des débits de boissons et que la gestion de ces problèmes a un coût ;

Considérant que les débits de boissons avec une autorisation restent ouverts plus tard que les autres débits de boissons, et qu'il est équitable de reporter une partie de ces coûts sur les débits de boissons avec autorisation ;

Considérant que la commune n'affecte par la qualité de vie sociale en offrant, sur demande spécifique (occasionnelle), une exception aux heures d'ouverture réglementées des débits de boisson et ce, à titre gratuit ;

Considérant que les buts accessoires du présent règlement sont, d'une part, de dissuader l'accomplissement de faits qui porteraient atteinte à la tranquillité publique ou à la sécurité publique et, d'autre part, d'assurer une sécurité aux abords des débits de boissons autorisés à rester ouverts au-delà des heures fixées par le règlement de police ;

Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 30 novembre 2021 et 11 janvier 2022 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices d'imposition 2022 à 2024, une taxe communale sur les débits de boissons autorisés à rester ouverts au-delà des heures fixées par le règlement de police.

Article 2

Sont visés par les présentes dispositions, les débits de boissons qui ont obtenu une autorisation permanente à rester ouverts au-delà des heures fixées par le règlement de police relative aux heures de fermeture des débits de boissons.

Est à considérer comme une autorisation permanente, l'autorisation accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins dans le contexte de l'article 3 du règlement de police.

Cette autorisation permanente reste valable jusqu'à révocation. Cependant, elle peut être retirée sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 3

La taxe est due pour chaque commerce exploité séparément par une même personne physique ou morale. Le taux annuel est fixé au 1^{er} janvier 2022 à 2.496,00 € par commerce, et sera majoré de 3% au 1^{er} janvier 2023 et de 2% l'année suivante, conformément au tableau repris ci-dessous :

Exercice 2023	Exercice 2024
2.570,88 €	2.622,30 €

En cas d'obtention de l'autorisation permanente dans le courant de l'année, la taxe sera calculée prorata temporis. Pour l'application de la présente disposition, tout mois entamé compte en entier.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 4

Si le commerce est tenu par un gérant ou autre préposé, la taxe est due par le commettant. Il appartient, le cas échéant, au commettant de prouver qu'il exploite le commerce pour compte de tiers. Le cas échéant, la taxe est due solidairement par le propriétaire et le locataire principal de l'immeuble concerné.

Article 5

Sont exonérés de la taxe, les débits de boissons qui ont obtenu une autorisation exceptionnelle délivrée par le Bourgmestre comme le prévoit le règlement de police à l'article premier.

Article 6

La taxe est recouvrée au comptant, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, ou par paiement électronique au compte de la commune. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

Article 7

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 8

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 9

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe. Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 10

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 16 décembre 2020.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 26 janvier 2022.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 26 januari 2022****Voorwerp nr 22** van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Yuri DEBELDER, Mevr. Maïté Bodart, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, HH. Abdelhakim El Karaoui, Mohamed Echouel, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Belasting op de drankgelegenheden toegelaten open te blijven buiten de openingsuren vastgesteld door het politiereglement - Aanslagjaren 2022 tot 2024 – Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 4 en 14 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op het politiereglement van 28 januari 2015 betreffende de openingsuren van slijterijen;

Herziende het raadsbesluit van 16 december 2020 betreffende de belasting op de drankgelegenheden toegelaten open te blijven buiten de openingsuren vastgesteld door het politiereglement, goedkeurt voor de aanslagjaren 2021 tot 2024;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat afgezien van het hierboven uiteengezette begrotingsbeginsel, het bedrag van de jaarlijkse belasting wordt gerechtvaardigd, enerzijds door de kosten in verband met het speciale toezicht en specifiek uitgevoerde controlemaatregelen door de politiediensten die door deze activiteit worden gegenereerd, en anderzijds die met betrekking tot meer interventies van de gemeentelijke diensten in termen van netheid en openbare veiligheid anderzijds;

Overwegende dat de gemeente echter geconfronteerd wordt met de problemen van het handhaven van de openbare orde (veiligheid - reinheid - rust) die soms rond de drankgelegenheden worden gecreëerd en dat het beheer van deze problemen kosten met zich meebrengt;

Overwegende dat de drankgelegenheden met een vergunning om later open te blijven dan de andere drankgelegenheden, het billijk is om sommige van deze kosten over te dragen aan drankgelegenheden met vergunning;

Overwegend dat de gemeente de kwaliteit van het sociale leven niet beïnvloedt door op speciaal verzoek, kosteloos een uitzondering op de geregleerde openingstijden aanbiedt aan de van drankgelegenheden;

Overwegend dat de aanvullende doeleinden van dit reglement enerzijds zijn om de oorzaken van feiten die de openbare rust of de openbare veiligheid zouden ondermijnen te ontmoedigen en anderzijds om de veiligheid in de nabijheid van drankgelegenheden die open mogen blijven buiten de uren die door het politiereglement zijn vastgesteld te waarborgen;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 november 2021 en 11 januari 2022 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt, voor de aanslagjaren 2022 tot 2024, een belasting gevestigd op de drankgelegenheden toegelaten open te blijven buiten de openingsuren vastgesteld door het politiereglement.

Artikel 2

Worden beoogd door de huidige bepalingen, de drankgelegenheid die een bestendige toelating heeft bekomen om open te blijven buiten de uren vastgesteld door het politiereglement betreffende de openingsuren van slijterijen.

Wordt beschouwd als bestendige toelating, de toelating verleend door het College van Burgemeester en Schepenen in de context van artikel 3 van het politiereglement.

Deze toelating blijft geldig tot herroeping. Echter, kan zij worden ingetrokken zonder op enige vergoeding aanspraak te kunnen maken.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd voor elke drankgelegenheid welke door éénzelfde natuurlijke- of rechtspersoon afzonderlijk wordt uitgebaat. De jaarlijkse aanslagvoet is vastgesteld per 1 januari 2022 op 2.496,00 € per drankgelegenheid, en zal per 1 januari 2023 worden verhoogd met 3% en het daaropvolgende jaar met 2%, volgens onderstaande tabel:

aanslagjaar 2023	aanslagjaar 2024
2.570,88 €	2.622,30 €

Wanneer een bestendige toelating wordt verkregen in de loop van het jaar, wordt de belasting pro rata temporis berekend. Voor de toepassing van deze bepaling, wordt iedere begonnen maand in haar totaliteit genomen.

De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen.

Artikel 4

Indien de drankgelegenheid door een zaakwaarnemer of andere aangestelde wordt opgehouden, is de belasting door de opdrachtgever verschuldigd. Desgevallend komt het aan de opdrachtgever toe te bewijzen dat hij de drankgelegenheid voor rekening van een derde uitbaat. De belasting is solidair verschuldigd door de eigenaar en de voornaamste huurder van het desbetreffende gebouw.

Artikel 5

Worden vrijgesteld, de drankgelegenheden die een uitzonderlijke toelating hebben bekomen zoals voorzien in het politiereglement, eerste artikel.

Artikel 6

De belasting is contant te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, of per elektronische betaling op rekening van de gemeente. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten kohiere gebracht.

Artikel 7

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 8

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 9

§1 - De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingschuldige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 10

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2022 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 16 december 2020.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 26 januari 2022.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE